

Conférences pour la PAIX : l'étrange PARADOXE

Sidney Touati

Avocat, écrivain, auteur

de *Le lys entre les chardons*

(Editions de Passy, 2005).

Depuis la fin de la fin des années soixante, aucun groupe humain n'a bénéficié d'une attention comparable à celle dont bénéficient de manière constante et soutenue les Palestiniens. Le capital de sympathie qui leur est accordé se traduit par les formes de soutien les plus diverses, et dépasse les clivages qui opposent habituellement les hommes et les Etats. Il est trans-courant (il unit l'extrême gauche, la gauche, le centre, la droite et l'extrême droite), trans-politique (il rassemble toutes les formes de gouvernement, despotes orientaux, dictateurs de toutes obédiences, monarchies, républiques, démocraties...), trans-civilisationnel (Imams, ayatollahs, prêtres, pasteurs prient en cœur pour les Palestiniens...) Avant l'effondrement du bloc communiste, il unissait Soviétiques et Américains dans un même élan. Depuis 1990, il rassemble dans un impressionnant unanimité la plupart des gouvernements d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe, d'Asie. La confiance qu'ils inspirent est inébranlable. Ni les crimes commis, ni la corruption généralisée qui gangrène l'Autorité Palestinienne, ne troublent la détermination de ceux qui font du soutien aux Palestiniens un impératif quasi-absolu.

Depuis l'invention de la notion de « Processus de Paix » dans les années 1990, la communauté internationale redouble de zèle et on assiste à une impressionnante activité diplomatique tous azimuts. Citer la liste de toutes les conférences, assemblées, réunions de tous niveaux demanderait plusieurs dizaines

de pages. La chronologie de ce « processus de paix », telle qu'elle est rapportée par le Quai d'Orsay de 2005 à 2007, n'occupe pas moins de cinq pages. S'y succèdent dans une morbide et étrange monotonie, signatures de trêves, déclarations d'intention, attentats meurtriers. La communauté internationale est en veille constante. Il ne se passe pas un mois, voire une semaine sans qu'une commission n'examine la situation des Palestiniens.

Pourtant, le résultat de cet impressionnant déploiement de chefs d'Etats, d'ONG, de partis politiques, d'organisations humanitaires et internationales dont l'ONU, est catastrophique. Quels que soient les efforts diplomatiques de la communauté internationale y compris les gestes de bonne volonté de l'Etat d'Israël (retrait de la bande de Gaza, libération des prisonniers, versements de fonds, livraison d'armes...) la guerre et les tirs de roquettes sur Israël se poursuivent inlassablement, la situation sur le terrain poursuit son inéluctable processus de détérioration : morcellement des territoires palestiniens, crise économique, guerre civile. La population palestinienne s'enfoncé chaque jour davantage dans la pauvreté.

Lors d'un important colloque qui s'est tenu à Paris ce lundi 10 décembre 2007 à l'initiative de France Israël et de la revue *Controverses*, les différents intervenants ont tenté de donner des éléments pour comprendre ce curieux paradoxe : pourquoi les efforts diplomatiques et économiques les plus intenses s'accompagnent d'une détérioration continue de la situation sur le terrain ? Pourquoi l'aide massive n'apporte-t-elle aucune amélioration durable ? Parmi les faits évoqués avec documents et preuves à l'appui, le plus grave, qui rend toute perspective de paix illusoire, est la propagande qui vise les tous jeunes enfants et les adolescents palestiniens et dont le vecteur central est le culte de la haine du juif, l'apologie du martyr et du djihad.

La culture de la haine

Ce que les différents intervenants à ce Colloque ont révélé, documents à l'appui, est la place centrale qu'occupe dans la société palestinienne la haine d'Israël et des Juifs. Les émissions de télévision les plus populaires, celles destinées à un public de jeunes enfants, font du Juif le principe absolu du mal. Les Palestiniens passent par la haine hyperbolique du Juif et font de sa conséquence, la destruction d'Israël, le but de toute l'existence, la raison obsessionnelle de leur survie.

L'identité palestinienne s'ancre à deux marqueurs fondamentaux : la Nation arabe et la Oumma des musulmans. Ces deux référents contiennent un principe d'expansion qui ne tolère pas les limites d'une frontière jugée artificielle, celle avec l'Etat hébreu. Quand l'expansionnisme est universel, alors il lui faut nécessairement un ennemi universel. La haine hyperbolique trouve dans Israël et les Juifs l'aliment

de cette soif impériale. Lorsque le rejet de l'autre atteint cette dimension, il devient absolu ; ce qui n'est pas identique à soi est obstacle à éliminer, à détruire.

Tout se passe comme si le creuset dans lequel les Palestiniens se fondent pour donner naissance à une Nation, est l'unique volonté d'annihiler l'autre. Pour parvenir à s'unir, à exister en tant que peuple, ils semblent avoir adopté cet étrange credo : je hais donc je suis.

Or, même si la haine peut avoir pour effet de faire de l'autre en général et du Juif en particulier la causalité diabolique, elle ne peut être un facteur de rassemblement que dans l'acte de détruire, jamais dans celui de construire. La haine ne peut permettre l'édification d'aucun ordre social stable. Les responsables français et européens ont une hyper-conscience de ce phénomène. Tous les Etats qui ont frôlé l'abîme pendant le règne du nazisme ont des législations qui condamnent sévèrement toutes les manifestations de haine radicale de l'autre, qu'il s'agisse du racisme ou de l'antisémitisme... Notre histoire enseigne qu'aucune structure politique et sociale fondée sur la haine de l'autre n'a pu survivre au-delà de quelques années ou dizaines d'années. Le régime de la Terreur de 1792 fondé sur la diabolisation des agioteurs et des ennemis de la République, s'est rapidement effondré dans le scénario de la révolution dévorant ses propres enfants. Le système nazi qui représente un sommet inégalé, indépassable, une sorte d'archétype absolu, tout entier construit sur la haine des Juifs, consacrait l'essentiel de son énergie à la mise en œuvre de l'acte de destruction. La société civile allemande et européenne exsangue ne pouvait alimenter longtemps les besoins qu'une telle politique engendrait. Le système était voué à disparaître. Il en est de même du régime soviétique ou des régimes fascistes et dictatoriaux adossés à toutes les variantes de la haine : lutte des classes, des races, des nations, des systèmes, des femmes...

Les Palestiniens sont les héritiers de deux grandes formes de haines : celle des nazis à l'égard des Juifs, et celle des staliniens à l'égard du libéralisme économique et culturel. D'où le soutien qu'ils obtiennent des extrêmes droites et des extrêmes gauches. Pour couronner le tout, ces haines profanes s'articulent à des haines qui s'alimentent au fondamentalisme religieux. Ces différents courants qui irriguent en permanence la société palestinienne, donnent un cocktail de violences impossible à endiguer. C'est ce magma que l'aide internationale arrose de ses milliards de dollars.

Augmenter les doses...

Manifestement, la communauté internationale n'a pas voulu voir cette omniprésence de la haine, ni en mesurer son impact négatif et sa capacité indéfinie de destruction. Cet aveuglement fait que les remèdes proposés depuis vingt ans

pour aller vers la paix et améliorer le sort des Palestiniens, ne pouvaient et ne peuvent qu'échouer. Cet échec continu, inquiétant, terrifiant, ne provoque aucune réflexion. Aucune commission, aucun observatoire n'est mis en place pour étudier les conséquences que cette pluie de milliards produit sur la société palestinienne. L'obstination à poursuivre dans la même direction demeure intacte. Qu'importe, semblent nous dire ses promoteurs, il faut continuer avec une détermination encore plus forte. Il faut être plus nombreux et augmenter massivement les doses initialement prescrites. On va mieux faire. Ajoutons du lustre, de la pompe et des milliards. Dernière manifestation de la volonté inflexible de poursuivre dans ce sens, les deux impressionnantes conférences internationales, celle d'Annapolis du 27 novembre 2007 et celle des pays donateurs qui s'est tenue à Paris le 17 décembre 2007, sous la Présidence de Nicolas Sarkozy. Près de 90 pays étaient représentés, la plupart au plus haut niveau : Tony Blair, pour le Quartet ; Javier Solana, Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies ; le Prince Saoud Al Fayçal ; Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI etc. L'Europe, avec 52 % du total, se place en tête des pays donateurs dont les promesses atteignent la somme vertigineuse de plus de sept milliards de dollars US. Malgré cette aide massive, malgré l'assistance internationale, malgré l'aide humanitaire la plus importante sans doute jamais accordée à un groupe humain depuis soixante ans, l'« Etat » palestinien se morcelle et se décompose. La misère et la violence augmentent dans les « territoires », la paix s'éloigne... Cette situation pose deux questions principales : pourquoi l'échec de la paix et pourquoi la persistance dans le « processus d'échec » de la part de tous les protagonistes ?

Le renversement de la théorie du bouc émissaire.

Ce qui frappe à la lecture des commentaires officiels concernant ce vieux conflit, c'est l'absence totale de critiques sérieuses à l'égard des représentants de l'OLP. Quoiqu'ils fassent ou ne fassent pas, (corruption, népotisme, incompétence, double langage, impuissance...) la confiance qui leur est accordée demeure intacte. L'intervention du Président Sarkozy lors de la conférence des pays donateurs est exemplaire de cette attitude de confiance absolue : « La conférence de Paris a prouvé le *très haut niveau de confiance* que la communauté internationale accorde au plan de réformes et de développement du Président Abbas et du premier Ministre Fayyad... »

A entendre de tels propos, on comprend l'amertume des chefs d'Etats africains, alliés traditionnels de la France qui n'ont jamais bénéficié de ce « très haut niveau de confiance. » et dont les aides, assorties de conditions draconiennes, ont été versées avec parcimonie. Je n'ai lu, ici ou là, aucune *critique officielle* de

fond adressée à la délégation palestinienne, portant par exemple sur la gabegie, le népotisme, la corruption... mais de simples conseils amicaux et des vœux pieux. Les demandes à l'égard d'Israël par contre sont toujours extrêmement précises. Ici on demande aux « services de sécurité palestiniens (de) se réformer et gagner en professionnalisme. » et en contrepartie on prescrit que « l'armée d'Israël devra de son côté se retirer graduellement de la Cisjordanie... » (Bernard Kouchner, Annapolis, 27.11.07) On constate que, dans ce curieux processus de paix, l'abandon de territoires par Israël est toujours payé en monnaie de singe, c'est-à-dire par de vagues promesses. Aucune leçon n'est tirée du précédent retrait de Gaza qui a fait le lit au Hamas et démontré l'impuissance totale de l'Autorité Palestinienne. Pourquoi le Président Abbas réussira demain là où il a échoué hier ? Personne ne pose la question et rien ne vient entamer le « très haut niveau de confiance » qui lui est accordé.

Tout se passe comme si, la communauté internationale avait décidé, a priori, que les Palestiniens étaient l'incarnation du bien. On assiste ainsi à un curieux « investissement-renversement » de la théorie du bouc émissaire. Dans cette théorie, le bouc est chargé de tout le mal.

Ici, le « peuple palestinien » est choisi pour incarner tout le bien. La plupart des dirigeants arabes vont encore plus loin ; le peuple palestinien est le peuple martyr, c'est-à-dire la médiation pour arriver au règne du bien ; il est ainsi le peuple voué à la mort. Symétriquement et en creux, le peuple juif (et Israël), retrouve sa « place naturelle » d'être l'incarnation du mal. Il est donc lui aussi voué à la mort. D'où l'absence totale de critiques des occidentaux à l'égard de la propagande arabe anti-sémite. (les dirigeants arabes ne le toléreraient pas). D'où la mutation du processus de paix en processus de guerre et l'impossibilité absolue de faire la paix.

Les effets pervers du « don ».

Ainsi que le remarque Nathan Zerbib « Les territoires palestiniens sont la seule zone du monde à avoir été placée sous assistance totale depuis les premières secondes de son existence. » (*Israël Magazine*, nov. 2007). Et, poursuit ce journaliste, faire le décompte exact du montant total de l'aide ou du nombre exhaustif d'Institutions Internationales, des organisations, des agences spéciales, des ONG ou autres associations est quasiment impossible.

Qu'ont fait les Palestiniens pour mériter un tel traitement ? Qu'ont-ils fait pour avoir ce statut de « peuple élu » de la communauté internationale ? Le statut de victime sur lequel ils campent ne peut l'expliquer. Dans la hiérarchie victimaire, ils sont loin d'occuper la première place. Le martyr de nombreuses ethnies africaines, déplacées, décimées dans l'indifférence quasi-générale de la

communauté internationale, est là pour en témoigner. Avant la création de l'Etat hébreu, aucun groupe ne revendique la création d'un Etat palestinien. Cette revendication est la conséquence directe de l'existence d'Israël. En outre, il convient de noter que l'entrée dans l'histoire des Palestiniens en tant que « peuple » s'est faite par l'invention du terrorisme de masse : détournements d'avion, massacre des athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich, mise en place de l'industrie de la bombe humaine...

Face à la politique d'assistantat généralisé, la première question qui vient à l'esprit est : Est-ce cette extrême capacité de « terroriser » et le formidable pouvoir de nuisance que possèdent les Palestiniens et le monde arabo-musulman, que l'on espère neutraliser par ces dons massifs ? L'examen de l'évolution de la situation nous conduit à répondre par la négative. La menace terroriste et la courbe des actes terroristes croît avec celle des dons, et ce aussi bien au plan international qu'à celui de la région.

Mais, nous disent les amis des Palestiniens, même si l'aide massive est sans impact direct et immédiat sur le niveau de violence, elle a pour but, à terme, d'améliorer les conditions de vie de la population, de contribuer à la mise en place d'une économie moderne, à la constitution d'un Etat démocratique et donc à la signature d'un accord de paix durable. Pour répondre à cette question fondamentale, examinons l'impact des dons massifs sur l'économie et sur la politique.

Le retour d'une pratique archaïque dans la modernité.

Lorsque quelqu'un souffre ou est dans le besoin, il est naturel et conforme à notre éthique de lui apporter aide et assistance. Ce type de solidarité n'est pas discuté ici et n'est pas discutable. Le « défi palestinien » et les réponses qui lui sont apportées sont d'une autre ampleur. Ils peuvent se résumer à l'énoncé du problème suivant : l'aide massive, sous forme de dons, peut-elle contribuer à aider les Palestiniens à se constituer en Nation ; à construire une économie moderne et un Etat démocratique ? Si tel était le cas, compte tenu du niveau de l'aide attribuée, l'économie palestinienne devrait être l'une des plus florissantes du monde. Or il n'en est rien.

Il convient de remarquer que depuis l'origine, c'est-à-dire depuis 1947, le rapport des nations avec les Palestiniens est fondé principalement sur le don. Comme l'ont démontré Marcel Mauss dans son *Essai sur le Don* et Georges Bataille dans *La Part Maudite*, « le don est le propre des sociétés anciennes. Il n'est pas un geste unilatéral. Il représente une forme archaïque de l'échange et laisse apercevoir un lien entre les conduites religieuses et celles de l'économie ». (G. Bataille) Marcel Mauss précise que « ce ne sont pas des individus, ce sont des collectivités qui s'obligent mutuellement, échangent et contractent. »

(*Essai sur le don*). Par définition la responsabilité individuelle qui est à la base de l'économie moderne est exclue de cette forme d'échange.

Comment comprendre le recours à cette forme archaïque de l'échange dans le rapport de la communauté internationale aux Palestiniens ? Il s'agit d'une situation extrêmement complexe dont nous allons tenter l'analyse.

1) En tout premier lieu, il convient de rappeler que le don n'est pas une dépense pure. Il cache les termes d'un véritable contrat. Il exprime le pouvoir du donateur et crée une obligation chez celui qui le reçoit. « Non seulement il a sur le donataire le pouvoir que le don lui a conféré. Mais ce dernier est tenu de détruire ce pouvoir en rendant le don. » (*La part maudite*.) Les Palestiniens peuvent-ils répondre à cette obligation ? Il est clair que non. Jamais les Palestiniens ne pourront rendre les sommes reçues. Ils sont donc de ce fait, soumis au pouvoir des donateurs et donc humiliés. Cette humiliation ne peut qu'induire un sentiment de révolte et un désir de détruire réellement le pouvoir de ceux qui donnent. Le don alimente dans ce scénario le régime de la terreur qu'il avait pour visée de réduire. La haine des Palestiniens augmente sans cesse et suit la courbe du volume des dons.

2) En faisant des dons énormes et continus aux Palestiniens (plusieurs milliards de dollars par an...), les pays donateurs expriment leur puissance et leur force. Ils veulent dominer de manière écrasante et absolue le donataire. « Je suis tellement fort qu'il m'est possible de te donner tous ces milliards. Tu dépends de moi pour ta survie, tu me dois reconnaissance et obéissance ». Cette forme de domination que le don induit renvoie directement à la plus brutale des dominations coloniales et impérialistes. Elle ne peut produire qu'un sentiment de révolte et réveiller les haines les plus violentes.

3) Les pays donateurs espèrent neutraliser la peur que leur inspire le terrorisme palestinien et ceux qui le soutiennent. Mais là encore, en payant un prix de plus en plus lourd, ils ne font que donner encore plus de valeur à l'arme du terrorisme et donc renforcer le clan de ceux qui en font usage.

4) Les pays donateurs veulent exprimer une solidarité de fait et de droit avec les Palestiniens. « Je te soutiens parce que tu es dans ton bon droit. Je défends ainsi publiquement ta cause ». Alors, pourquoi s'ils sont dans leur bon droit, les Palestiniens renonceraient-ils à la guerre ? Là encore, le don massif a pour effet d'alimenter les tendances belliqueuses et guerrières.

5) On justifie également le recours à ces dons massif par la volonté de jeter les fondements d'une économie et d'un Etat moderne. Or, le don repose sur des coutumes « qui sont aux antipodes des pratiques commerciales actuelles. » (*La part maudite*). Comme le confirment les analyses de très nombreux auteurs, la pratique du don est antinomique avec celle d'une économie moderne. Dans les deux ouvrages qu'il a consacré à la naissance du monde moderne (*La société de Confiance* et *Du*

miracle en économie) Alain Peyrefitte démontre que la conception de l'argent comme un bien à consommer « est un trait fondamental qui distingue la mentalité économique archaïque de la mentalité économique moderne. Celle-ci repose sur le crédit, c'est-à-dire sur la confiance faite par le prêteur à l'emprunteur pour qu'il rende le capital avec les intérêts, la confiance de l'emprunteur en sa propre capacité de remboursement et en la rentabilité de l'investissement dont il prend le risque. Ces confiances entrecroisées ont fait jaillir le développement et fondé le monde moderne. » (*La société de confiance*, p. 104, Odile Jacob, 2005)

Il est très curieux que le Président Sarkozy lors de la conférence de Paris précitée, justifie l'usage massif du don par un « *très haut niveau de confiance* » accordée aux Palestiniens. Or, le recours au don exprime très précisément le contraire. On donne de l'argent, car on sait que ces sommes ne seront pas investies mais consommées. Si l'on avait confiance, on prêterait comme les Américains l'avaient fait avec les Européens avec le Plan Marshal. Avec les Palestiniens, on est dans l'anti-plan Marshal. Il est parfaitement inutile de prêter car l'usage qui sera fait de ces dons est totalement antiéconomique. Certes, on prétend que ces sommes seront affectées à des investissements. Mais l'on s'interdit de vérifier réellement à quoi les dons vont être affectés, ni s'il existe côté palestinien, une vraie volonté de paix. Un plan ambitieux est programmé : « *Nous avons confiance en l'Autorité palestinienne* pour continuer à perfectionner ce plan afin d'assurer la continuité de ce processus de réforme, notamment dans le secteur de la sécurité. » (Conf. Des pays donateurs, Paris 2007). Pourquoi, la Communauté internationale, et principalement l'Europe, a-t-elle choisi d'inscrire son rapport aux Palestiniens, dans la structure des échanges fondés sur le don ? C'est bien dans cette structure, telle qu'elle est décrite par Marcel Mauss, que fonctionne depuis l'origine, c'est-à-dire 1947, cette relation. L'analyse de la dernière grande réunion des 90 pays donateurs à Paris en décembre 2007 montre que l'on réactive la vieille structure archaïque du don dans les rapports aux Palestiniens. Le rapport des pays donateurs à ces derniers est, comme le dit Marcel Mauss, bien un rapport de collectivités qui s'obligent mutuellement, échangent et contractent. Ce sont des chefs qui donnent et des chefs qui reçoivent. Nicolas Sarkozy ne peut faire autrement que donner l'argent globalement et accorder sa « confiance » au responsable de l'autorité palestinienne en personne. Il ne peut dire, comme cela se fait habituellement dans les relations d'aide au développement moderne : « nous sommes d'accord pour vous aider. Présentez vos dossiers, vos projets et nous les examinerons un par un. L'aide sera débloquée sous le contrôle d'organismes indépendants chargés de vérifier si les sommes sont bien affectées à leur destination, le tout dans la plus grande transparence etc. » Dire cela dans la structure archaïque du don,

est impossible. Ça serait vécu comme une offense. Ce discours ne peut être tenu qu'à des chefs d'Etat. M. Abbas n'en est pas un. C'est un chef de tribu ou de clan. L'argent doit lui être remis à lui-même et c'est lui seul qui décide à qui il doit le remettre. La tradition est solidement ancrée dans l'Autorité Palestinienne. Seul Arafat était maître du budget « Je pense qu'Arafat est la seule personne qui sache comment le budget est géré. » (déclaration d'un membre du Conseil législatif palestinien, cité par Catherine Leuchter in *Le livre noir de l'autorité palestinienne*, page 298, éd. Café Noir). Dans le schéma moderne de l'aide, ce sont des projets individuels précis qui sont financés et soutenus principalement par le crédit. Dans celui, archaïque, du don, c'est un chef ou un prince que l'on oblige, défie, récompense...

Le don n'est pas une dépense pure. Il crée une obligation chez le donataire. Ce dernier doit relever le déficit et pour affaiblir ou détruire le pouvoir du donateur il doit faire un don d'une valeur encore plus grande. Ce que demande les donateurs en échange, c'est la sécurité et la Paix. Or, dans la logique d'Oslo, la Paix = les territoires. Le principe de base d'Oslo est bien cette étrange équation entre la Paix et les territoires. Tout se passe donc comme si c'est Israël qui est l'obligé des donateurs car l'Etat juif doit payer par les territoires les dons qui sont versés aux Palestiniens. Plus les dons sont élevés, plus Israël doit payer le prix fort. Dès lors que les Palestiniens aspirent à être pris en compte par la communauté internationale, que les dons doivent continuer à croître d'une manière exponentielle, Israël ne doit jamais cesser de donner des bouts de son territoire. Telle est la terrible logique sous-jacente à la structure du don.

Marcel Mauss soulignait également l'aspect religieux des échanges fondés sur le don. Cet élément est sans doute important pour comprendre pourquoi l'Europe y a recours dans ses relations aux Palestiniens. Il faut se souvenir ici que la modernité est née non par l'extension du don mais par la généralisation du crédit. Les Juifs ont toujours été accusés de pratiquer l'usure, de faire commerce de l'argent. Ils ont été maintes fois condamnés pour ce commerce jugé odieux et criminel. Quand l'Europe donne aux Palestiniens, elle renonce à la pratique du prêt. Le message qu'elle envoie aux Palestiniens est le suivant : « on vous donne, on n'agit pas comme des Juifs ». Elle dit aux Juifs : « faites comme nous, donnez vous aussi. Renoncez à êtes vous-mêmes... Cessez d'être des prêteurs, c'est-à-dire des voleurs. Renoncez à Israël. Donnez Israël ».

Les effets des dons sur le système politique.

L'impact de cet afflux massif de capitaux a un effet négatif non seulement sur l'économie en entraînant celle-ci dans une spirale vers le bas, mais a un effet destructeur sur le système politique lui-même. Les capitaux renforcent considé-

rablement et de manière artificielle le poids des dirigeants qui en ont la maîtrise. Ceux-ci n'ont dès lors ni à rechercher l'assentiment du peuple, ni à en exprimer la volonté. Au contraire, c'est le peuple qui doit faire allégeance aux dirigeants pour capter les miettes du festin. Les donations massives et continues ont pour effet de creuser chaque jour davantage le fossé qui sépare les dirigeants palestiniens de la population palestinienne. Elles rendent impossible l'édification d'une société démocratique. Que dirions-nous si nos dirigeants recevaient des dons de ce niveau de la part de puissances étrangères ?

Les observateurs ont pu constater un étrange scénario : selon la langue dans laquelle ils s'expriment, le discours des dirigeants palestiniens est radicalement différent. Ainsi, lorsqu'ils parlent en Anglais devant les caméra et micro des télévisions, ils sont pour la paix et l'amitié entre les peuples... Lorsqu'ils s'expriment en arabe, ils retrouvent les accents guerriers et font l'apologie du terrorisme, du djihad... Le discours de la paix est le prix à payer en échange des dons reçus. Le discours de la guerre est la réponse du peuple à la politique humiliante et destructrice de ces dons.

Cette dualité de langue et de discours exprime parfaitement la mécanique décrite plus haut. Les dons alimentent la guerre et ne peuvent en aucun cas conduire vers la paix. Les dons aux dirigeants palestiniens sont en réalité, et ce depuis toujours, faits sans contrepartie réelle et sans contrôle effectif et ce malgré les preuves de détournement et de corruption (n'oublions pas que le triomphe du Hamas à Gaza s'explique en grande partie par la corruption de l'Autorité palestinienne) Nul doute que le nouvel afflux massif de capitaux provoquera aujourd'hui les effets pervers qu'il a produits hier : renforcer la corruption, le népotisme, le double langage et le caractère arbitraire d'un Etat dont l'aspect démocratique ne verra jamais le jour. Parallèlement, il aura pour effet d'accroître la colère de la « rue arabe » face à cette corruption.

Le « don », par définition, est contraire au fonctionnement d'une économie moderne. Seul le « prêt » avec suivi de l'affectation des sommes prêtées et l'obligation de procéder au remboursement des échéances, peut être, éventuellement, un facteur de développement économique. En outre, ni l'Etat moderne, ni le développement économique ne se décrètent ou ne s'achètent.

Un autre chemin vers la paix est possible.

La diplomatie inaugurée à Oslo conduit à une impasse totale. Il est temps de dresser l'acte de décès de cette illusion meurtrière. S'il faut aider les Palestiniens à construire une économie moderne, il faut utiliser les procédés qui ont été employés ou qui sont employés dans nos systèmes économiques et ne pas réactiver des processus d'échanges et de domination archaïques.

L'Europe par exemple a une stratégie d'aide au développement des nouveaux pays qui aspirent à en devenir membre. Distribue-t-elle son aide à l'aveugle ? Sans contrôle ? Il est clair que non. « Là où il y a subvention, il y a corruption » me disait un responsable membre de la Commission européenne. « Pour éviter cela, nous mettons en place des procédures rigoureuses d'attribution et de contrôle ». L'aide ne peut être accordée qu'à des individus, des sociétés, voire des organismes gouvernementaux responsables qui présentent des projets précis. Le déblocage des fonds se fait au fur et à mesure de la réalisation des projets. Il est stoppé en cas de fraude ou de corruption ou de détournement et des poursuites sont engagées contre les auteurs qui ont triché.

A combien s'élève le montant de l'aide détournée par les membres de l'Autorité Palestinienne ? Combien de plaintes ont été instruites ? Combien de condamnations prononcées ? Aucune évidemment. Il est temps de considérer les dirigeants palestiniens comme des responsables politiques comptables des engagements pris.

En tout premier lieu, ces derniers doivent renoncer et combattre l'antisémitisme absolu qui est répandu dans la population de manière constante. A quand l'adoption d'une loi interdisant l'antisémitisme et le racisme ?

Par ailleurs, la paix ne peut être signée sans le respect d'engagements précis. Aujourd'hui, les Palestiniens peuvent, moyennant un contrôle, circuler librement en Israël ; aller dans les hôtels, les hôpitaux etc... Leur sécurité et leur liberté sont garanties par l'Etat. L'Autorité Palestinienne doit en faire de même. N'importe quel Juif devrait pouvoir circuler librement dans les territoires sous contrôle de l'A.P. Or, aujourd'hui la chose est totalement impossible. Pire, la chasse aux juifs est ouverte et nul ne s'offusque que les territoires palestiniens soient interdits aux Juifs ! L'adoption de ces points précis et simples représenterait les véritables premiers pas vers la paix. Les milliards dilapidés, les grandes déclarations d'intention ne sont que des agitations destinées à pérenniser la situation de guerre actuelle.

POST SCRIPTUM

Le processus d'Annapolis a à nouveau projeté Israël dans le cycle infernal de la menace terroriste. Selon les enquêteurs israéliens, l'attentat-suicide à Dimona était le fait de deux terroristes venant d'Hébron, un territoire sous la responsabilité de l'Autorité Palestinienne. Début février l'alerte était donnée en Israël sur 50 menaces d'attentats. Après une longue période d'accalmie, les barrages revenaient sur les routes du pays avec leurs checks-points et leurs "embouteillages sécuritaires".

Des milliers de policiers devaient se déployer dans le pays, et notamment le long de la ligne Verte, dans la région de Jérusalem, à Tel-Aviv et dans le Sud. Et non sur la frontière de la Bande de Gaza. Car la menace vient de l'Autorité Palestinienne et des territoires sous sa « responsabilité ». La loi élaborée par Daniel Pipes qui corrobore l'afflux d'argent dans les caisses de l'Autorité palestinienne avec la recrudescence de la terreur n'a jamais été aussi rapidement vérifiée